



COMITÉ TECHNIQUE ACADÉMIQUE DU 27 MARS 2018

Déclaration de la CGT Educ'action

M. le Recteur,

Nous avons été très surpris de découvrir que les chiffres de suppressions-créations d'ETP donnés par les services académiques étaient très en dessous de la réalité présentée en groupe de travail, et il est difficile de croire à une simple « erreur » de terme ou de présentation quand ce phénomène se vérifie dans plusieurs domaines. Pour les lycées généraux et technologiques 78 ETP sont supprimés alors qu'en janvier on nous présentait une suppression déjà inadmissible de 62 ETP. En LP, au lieu des 21 créations de postes, ce sera 2 suppressions. Pour les collèges de Seine-Maritime, alors que nous nous attendions à 8 suppressions, ce sera finalement 34 ! Nous estimions déjà injustifiées les 77 suppressions dans le second degré annoncées en janvier, et très insuffisantes les 63 créations pour le 1^o degré au vu du nombre de classes à dédoubler. Nous nous demandons maintenant si le rectorat ne cherche pas à rendre au ministère plus d'ETP que prévu, à moins que ces heures postes « disparues » ne réapparaissent au cours de ce CTA !

La première conséquence du choix politique de l'austérité fait par le gouvernement Philippe-Macron est la casse des services publics qui touche aussi l'éducation. Comment croire un gouvernement qui annonce la priorité à l'éducation et fait payer le prix fort aux écoles notamment rurales, à tout le second degré et aux personnels administratifs, une promesse de dédoubler les CP et CE1 qu'il n'arrive pas à tenir faute d'une volonté réelle de mettre les moyens ? Mais c'est toute la fonction publique qui est touchée avec des conséquences directes : des services indispensables pour la population qui se dégradent d'année en année en raison des suppressions de postes, des conditions de travail de plus en plus dures, un salaire gelé voire en baisse lorsque la hausse de la CSG ne sera plus compensée, des acquis remis en cause avec la réapparition du délai de carence, des statuts menacés, des missions bradées au privé. Comme si cela ne suffisait pas, l'Exécutif va encore plus loin dans la casse des services publics et de la Fonction publique : recours massif aux contractuels, plan de départ volontaire, rémunération au mérite, suppression des CHSCT. Pourtant, au regard des seuls 10 milliards de cadeaux faits aux familles les plus riches et aux entreprises, cette politique d'austérité est une profonde injustice !

Dans tout ce flot de suppressions de postes, le Ministère pensait sans doute ne pas émouvoir grand-monde en prévoyant 200 suppressions d'emplois administratifs. Nous pensons au contraire que les missions de ces personnels sont indispensables et qu'il est inadmissible que leurs conditions de travail se trouvent encore dégradées. Dans l'académie, 10 postes seront supprimés (5 dans les services administratifs, et 5 dans les établissements). Cela s'ajoute aux 5 suppressions des deux dernières années. Notre académie serait surdotée. Eh bien nous demandons, comme nous l'avions fait l'an dernier, à ce que les cadres du Ministère viennent sur place constater la charge de travail importante de tous les personnels administratifs, en passant par Evreux et le Val de Reuil pour se rendre compte que le travail des personnels administratifs des collèges qui accueilleront a bien été alourdi puisque le Rectorat profite de la fermeture des collèges Néruda et Mendes France pour supprimer bel et bien les 5 postes d'administratifs.

Concernant la voie professionnelle scolaire, le rapport Calvez-Marcon ne doit tromper personne : son intitulé, « *viser l'excellence* », relève du cynisme, tant le contenu du rapport semble en décalage avec l'objectif affiché. Pour les PLP, il faudrait plutôt traduire par casse du service public de l'enseignement professionnel. En effet, les auteurs préconisent une remise en cause du service public et laïc de l'enseignement professionnel: le patronat, pardon ! les « *partenaires* » du monde professionnel selon la

périphrase de rigueur, en sortent grands gagnants avec le développement de l'apprentissage et de la mixité des publics et des parcours, la refonte des programmes et des référentiels sous leur contrôle, le développement des campus des métiers et des qualifications, entre autres. Les diplômes nationaux sont directement menacés : diminution des spécialités professionnelles et regroupement par filières en classe de seconde bac pro; conventions tripartites élèves/familles/lycées pour adapter les modalités et la durée des CAP ; possibilité d'adapter localement les contenus, la durée et les modalités d'une formation ; évaluation par blocs de compétences ; disparition en l'état du diplôme intermédiaire. Mais on y trouve également la même idéologie managériale à l'oeuvre dans l'ensemble du monde du travail et de plus en plus dans l'éducation - évaluation de l'efficacité des formations, « *démarche qualité* », systématisation de la démarche de projet - ainsi que la promotion de l'esprit d'entreprise avec l'objectif affiché « d'apprendre à entreprendre », le développement des mini-entreprises, le renforcement des liens école-entreprise ou la refonte des enseignements généraux dans un sens utilitariste. Cette emprise croissante du management, cette dictature du changement perpétuel, est une imposture qui, sous couvert d'épanouissement des salariés, de réalisation de soi, de savoir-être, vise en réalité à déposséder les travailleurs de leurs savoirs et de toute forme de pouvoir dans l'entreprise et dans les services publics. L'offensive idéologique sur les vertus supposées des valeurs entrepreneuriales constitue un grave recul pour nos élèves.

Nous tenons aussi à rappeler notre opposition à la réforme du lycée et du bac, et à toute sélection à l'entrée de l'université. Chaque jeune doit pouvoir accéder à des études supérieures de son choix, et des moyens en terme d'emplois et de locaux doivent être débloqués pour y parvenir et le bac doit avoir un véritable caractère national que le renforcement du contrôle continu va fortement affaiblir pour aboutir à un bac maison et différemment reconnu selon chaque lycée. De plus l'instauration d'un tronc commun et la suppression des filières va permettre de supprimer de nombreux postes en obligeant les lycéens à faire très tôt des choix déterminants pour répondre aux attendus très sélectifs que ne manqueront pas d'imposer les universités.

Enfin, nous terminerons en apportant notre soutien aux cheminots qui sont engagés depuis le 22 mars dans un conflit avec le gouvernement. Le gouvernement s'en prend aux acquis sociaux des salariés, et aux droits des usagers à avoir accès au service public de transport ferroviaire. Le gouvernement a pris seul la responsabilité d'engager le bras de fer, et bien plus que notre soutien symbolique, nous ferons en sorte que les salariés de l'Education Nationale s'engagent eux aussi dès avril dans une puissante mobilisation des salariés du public et du privé, pour défendre leurs revendications et mettre un coup d'arrêt à la politique dévastatrice d'Emmanuel Macron.